La recherche de la paix à Gaza et en Ukraine, faux-semblant ou réalité ?

Partage international n° 448 – Décembre 2025

par Jeffrey D. Sachs et Sybil Fares

Le 23 octobre 2025,

Une paix véritable exige la reconnaissance d'un Etat palestinien, la neutralité de l'Ukraine et le courage de s'opposer au lobby de la guerre. Le président des Etats-Unis, Donald Trump, se présente comme un artisan de la paix.

Dans ses discours, il s'attribue le mérite des efforts visant à mettre fin à la guerre à Gaza et en Ukraine. Pourtant, derrière cette rhétorique grandiloquente se cache un manque de substance, du moins jusqu'à présent.

Le problème n'est pas le manque d'efforts de D. Trump, mais son manque de compréhension des enjeux. Il confond la paix avec des cessez-le-feu qui, tôt ou tard, dégénèrent en guerre. De fait, depuis Lyndon Johnson, les présidents américains ont été soumis au complexe militaro-industriel qui profite des guerres sans fin. D. Trump ne fait que suivre cette voie en évitant une véritable résolution des conflits à Gaza et en Ukraine.

La paix n'est pas un cessez-le-feu. Une paix durable s'obtient en résolvant les différends politiques latents qui ont mené à la guerre. Cela exige de se confronter à l'histoire, au droit international et aux intérêts politiques qui alimentent les conflits. A défaut de s'attaquer aux causes profondes de la guerre, les cessez-le-feu ne sont qu'une simple pause entre deux vagues de massacres.

Les conditions de la paix à Gaza

Trump a proposé ce qu'il appelle un « *plan de paix* » pour Gaza. Cependant, ce qu'il esquisse se résume à un simple cessez-le-feu. Son plan ne traite pas la question politique fondamentale de la reconnaissance d'un Etat palestinien. Un véritable plan de paix lierait quatre objectifs : la fin du génocide palestinien par Israël, le désarmement du Hamas, l'adhésion de la Palestine aux Nations unies et la normalisation des relations diplomatiques entre Israël et la Palestine. Ces principes fondamentaux sont absents du plan de D. Trump, ce qui explique pourquoi aucun pays ne l'a approuvé, malgré les insinuations contraires de la Maison Blanche. Tout au plus, certains pays ont soutenu la « *Déclaration pour une paix et une prospérité durables* », un geste palliatif.

Le plan de paix de D. Trump a été présenté aux pays arabes et musulmans afin de détourner l'attention de la dynamique internationale en faveur d'un Etat palestinien. Ce plan américain vise à freiner cette dynamique, permettant à Israël de poursuivre son annexion de facto de la Cisjordanie, ses bombardements continus sur Gaza et les restrictions imposées à l'aide humanitaire d'urgence sous prétexte de sécurité. L'ambition d'Israël est d'anéantir toute possibilité d'Etat palestinien, comme l'a clairement affirmé le premier ministre Benjamin Netanyahu à l'Onu en septembre. Jusqu'à présent, D. Trump et ses alliés n'ont fait que promouvoir le programme de Netanyahu.

Le « *plan* » de D. Trump est déjà en train de s'effondrer, à l'instar des accords d'Oslo, du sommet de Camp David et de tous les autres « *processus de paix* » qui ont considéré la création d'un Etat palestinien comme une aspiration lointaine plutôt que comme la solution au conflit. Si D. Trump souhaite réellement mettre fin à la guerre, ce qui reste à vérifier, il devrait rompre avec les géants de la tech et le reste du complexe militaro-industriel, bénéficiaires de vastes contrats d'armement financés par les Etats-Unis. Depuis octobre 2023, les Etats-Unis ont octroyé 21,7 milliards de dollars d'aide militaire à Israël, dont une grande partie est retournée à la Silicon Valley.

D. Trump devrait également rompre avec sa principale donatrice, Miriam Adelson, et le lobby sioniste. Ce faisant, il représenterait davantage le peuple américain (qui soutient un Etat palestinien) et défendrait les intérêts stratégiques américains. Les Etats-Unis rejoindraient ainsi le consensus international écrasant qui soutient la mise en œuvre de la solution à deux Etats, fondée sur les résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu et les avis de la CIJ.

A l'origine de la guerre en Ukraine

Le même échec des efforts de paix de D. Trump se vérifie en Ukraine. Durant sa campagne, il a affirmé à plusieurs reprises pouvoir mettre fin à la guerre *« en 24 heures »*. Or, ce qu'il propose, c'est un cessez-le-feu, et non une solution politique. La guerre continue donc.

La cause de la guerre en Ukraine n'est pas un mystère, si l'on s'éloigne du discours convenu des médias traditionnels. Le *casus belli* fut la volonté du complexe militaro-industriel américain d'étendre sans cesse l'Otan, y compris à l'Ukraine et à la Géorgie, et le coup d'Etat soutenu par les Etats-Unis à Kiev en février 2014, qui porta au pouvoir un régime pro-Otan et déclencha la guerre. La clé de la paix, hier comme aujourd'hui, réside dans le maintien de la neutralité de l'Ukraine, qui peut jouer un rôle de médiateur entre la Russie et l'Otan.

En mars-avril 2022, alors que la Turquie menait une médiation pour un accord de paix dans le cadre du processus d'Istanbul, fondé sur le retour de l'Ukraine à la neutralité, les Américains et les Britanniques ont poussé les Ukrainiens à se retirer des négociations. Tant que les Etats-Unis n'auront pas clairement renoncé à l'intégration de l'Ukraine à l'Otan, aucune paix durable ne sera possible. La seule voie à suivre est un règlement négocié, fondé sur la neutralité de l'Ukraine et prenant en compte la sécurité mutuelle de la Russie, de l'Ukraine et des pays membres de l'Otan.

Le théoricien militaire Carl von Clausewitz a décrit la guerre comme la continuation de la politique par d'autres moyens. Il avait raison. Cependant, il est plus juste d'affirmer que la guerre est l'échec de la politique qui conduit au conflit. Lorsque les problèmes politiques sont ignorés ou niés, et que les gouvernements échouent à négocier sur les questions politiques essentielles, la guerre éclate trop souvent. Une paix véritable exige le courage et la capacité de s'engager en politique et de s'opposer aux profiteurs de guerre.

Depuis John F. Kennedy, aucun président n'a véritablement œuvré pour la paix. Nombre d'observateurs attentifs de Washington estiment que l'assassinat de Kennedy a irrémédiablement placé le complexe militaro-industriel au cœur du pouvoir. Par ailleurs, l'arrogance de la puissance américaine, déjà pointée du doigt par J. William Fulbright dans les années 1960 (à propos de la malencontreuse guerre du Vietnam), est un autre facteur aggravant. D. Trump, comme ses prédécesseurs, croit que l'intimidation, la désinformation, les pressions financières, les sanctions et la propagande américaines suffiront à contraindre Vladimir Poutine, le président russe, à se soumettre à l'Otan et le monde musulman à accepter la domination définitive d'Israël sur la Palestine.

D. Trump et le reste de l'establishment politique de Washington, inféodé au complexe militaro-industriel, ne se départiront pas de leurs illusions. Malgré des décennies d'occupation israélienne de la Palestine et plus d'une décennie de guerre en Ukraine (qui a débuté par le coup d'Etat de 2014), les conflits se poursuivent malgré les efforts constants des Etats-Unis pour imposer leur volonté. Pendant ce temps, l'argent continue d'alimenter les caisses de la machine de guerre.

Une lueur d'espoir

Néanmoins, une lueur d'espoir subsiste, car la réalité est parfois têtue. Lorsque D. Trump se rendra prochainement à Budapest pour rencontrer le président russe V. Poutine, son hôte, le premier ministre hongrois Viktor Orban, fin connaisseur et réaliste, pourra l'aider à saisir une vérité fondamentale : l'élargissement de l'Otan doit cesser pour instaurer la paix en Ukraine. De même, les interlocuteurs de confiance de D. Trump dans le monde islamique – le président turc Recep Tayyip Erdogan, le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et le président indonésien Prabowo Subian-to – peuvent lui expliquer l'absolue nécessité de l'adhésion de la Palestine à l'Onu, condition sine qua non du désarmement du Hamas et de la paix qui ne doit plus rester une vague promesse de fin du monde. Trump peut instaurer la paix s'il renoue avec la diplomatie. Certes, il devra affronter le complexe militaro-industriel, le lobby sioniste et les bellicistes, mais il aura le soutien du monde et celui du peuple américain.

Palestine, Ukraine
Date des faits : 23 octobre 2025 **Auteur** : Jeffrey D. Sachs et Sybil Fares, Jeffrey D. Sachs : professeur de développement durable ainsi que de politiques de santé publique à l'université Columbia, à New York (Etats-Unis). Sybil Fares : spécialiste en politiques Moyen-Orientales et de développement durable auprès du Réseau de solutions pour le développement durable de l'Onu.
Sources : aljazeera.com

Thématiques : politique

Rubrique : Point de vue